Les Possibles — No. 16 Printemps 2018

Revue des revues

mardi 30 mai 2017, par Jacques Cossart

Le nouveau modèle tarde à venir. Nous avons eu droit, pendant la campagne présidentielle française, au revenu universel, auquel même les institutions internationales – toutes celles qui ont mené tambour battant la mondialisation néolibérale – commencent à s'intéresser. Mais, sur fond d'aggravation des inégalités, de la crise écologique et du réchauffement climatique, alors que les investissements de transition se font toujours attendre.

Salaire, salaire minimum, revenu de base, et tutti quanti !

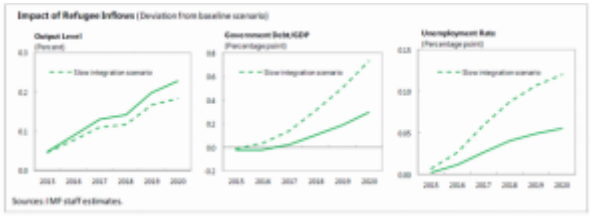
Charité ou justice élémentaire ?

Le multimilliardaire états-unien Michael Bloomberg, que *Forbes* classe au huitième rang des fortunes mondiales, ancien maire de New York, possède, entre autres, *Bloomberg News*, une agence de presse états-unienne spécialisée et réputée dans le secteur financier.

Leonid Bershidsky est un journaliste russe émigré en Allemagne après l'annexion de la Crimée par la Russie ; il est chroniqueur à *Bloomberg News.* Il y publiait le 1er avril 2016 A Basic Income Is Smarter Than a Minimum Wage.

Ainsi, selon lui, serait-il plus « habile » de verser une allocation universelle que de persister dans cette idée d'un autre siècle de salaire minimum, surtout s'il doit être fixé par l'État. D'ailleurs, Leonid Bershidsky estime que « il n'est peut-être pas judicieux pour les gouvernements d'essayer de réglementer le marché du travail » ; au moins les choses sont claires. Mais l'argument avancé pour l'instauration d'une telle allocation plutôt que la fixation d'un salaire minimum décent, mérite d'être relevé : il s'avérerait défavorable aux migrants ! Le « raisonnement » est simple : les migrants, souvent même plus qualifiés que les autochtones, ne seront pas embauchés à des salaires jugés trop élevés, lesdits salaires « élevés » deviennent des trappes à migrants ; ainsi les propositions les plus généreuses se révéleraient-elles pernicieuses. Quand on vous dit que l'esclavage serait parfait pour les migrants !

Monsieur Bershidsky sait que son billet peut, pour le moins, surprendre, aussi cherche-t-il à s'appuyer sur ce qu'il considère comme sérieux. Il citeThe Refugee Surge in Europe : Economic Challenges, parue en janvier 2016, il s'agit d'une discussion conduite entre experts du FMI, et sous son timbre, même si, selon la formule, la discussion ne représente pas obligatoirement les positions de l'institution, à propos des défis économiques soulevés par l'afflux des réfugiés en Europe. Bien entendu, les fonctionnaires de l'institution de Washington prennent le soin de préciser que l'analyse à laquelle ils se sont livrés, porte sur les seuls aspects économiques, et vise à faciliter la meilleure intégration de ces migrants. Comme toujours dans les organisations financières internationales (IFI), leurs experts se gardent de raconter n'importe quoi. Ainsi remarquent-ils que l'arrivée des migrants entraînera « une légère croissance du PIB ». Ils illustrent leurs craintes pour l'avenir des pays les accueillant par les trois graphiques qui sont reproduits ici. Las, la Chancelière allemande n'avait donc pas connaissance de ces avertissements quand elle lança en août 2015 son fameux « on y arrivera » ! En revanche, quand elle récidiva un an plus tard, ses experts auraient dû la prévenir ! Ou alors mettait-elle au premier plan l'exigence humaine ? Peut-être faisait-elle sienne cette apostrophe d'une homme politique français, Michel Noir, de droite comme elle, qui en 1987, s'opposa à des alliances avec le Front national en affirmant « mieux vaut perdre les élections que perdre son âme ».



Les experts tentent aussi de montrer que les « rigidités du marché du travail » vont jouer le même rôle que l'établissement de salaires minimums. L'esclavage, vous dis-je, l'esclavage ! Bien entendu, il existe des martingales propres à conjurer le sort. Ils remarquent que des « subventions attribuées aux employeurs privés se sont montrées efficaces ». Ben oui, quoi, s'il faut payer des salaires plus élevés, autant que ce soit supporté par la collectivité !

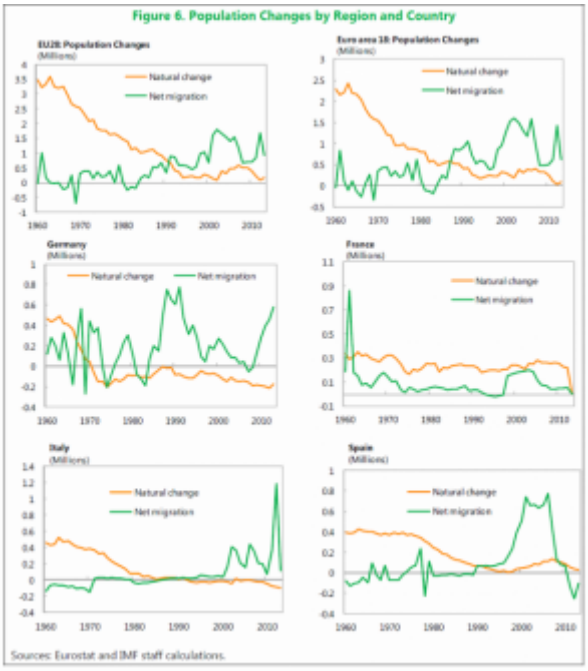
Bien entendu, les auteurs se montrent marris de la situation subie par les migrants et réfugiés. C'est précisément pourquoi ils proposent leur analyse de la réalité économique qui pourrait aider à éclairer le climat politique... Ils pointent, par exemple, le fait que des salaires « élevés » et une « rigidité du marché du travail » risquent de précipiter les migrants peu qualifiés dans

des trappes aux avantages sociaux combinés – de façon malhabile, il va de soi, au système fiscal – mais, ils proposent des remèdes préventifs. Il convient de mettre en place des procédures de réduction, d'accès à l'embauche ou des exceptions au salaire minimum quand il existe. Il faudrait aussi favoriser le déplacement de ces migrants vers les zones où l'offre d'emploi est élevée. La Rome antique avait parfaitement résolu la question : ses colonies et les guerres qu'elle y menait lui fournissaient les esclaves dont ses citoyens, à commencer part les patriciens, avaient besoin. Ces non-citoyens n'avaient aucun droit et appartenaient aux maîtres. On cite un pourcentage, variant selon l'époque, de quelque 40 % pour l'ensemble de l'Empire romain. Un recensement à Athènes de 300 avant J.-C. annonce 330 000 habitants, dont 20 000 citoyens et 10 000 métèques (les étrangers accueillis) ! L'Union européenne compte environ 510 millions d'habitants et 21 millions de non-Européens, loin des 40 % romains ! L'esclavage vous-dis-je.

Les économistes du FMI nous livrent, dans le graphique reproduit ici, l'ampleur du problème : 1 million de réfugiés au sein de l'UE sur 14 dans le monde !

On copie aussi, ci-après, la figure 6 qui établit pour plusieurs pays, Allemagne, Espagne, France, Italie et l'Union européenne à 28 et à 18, l'évolution, sur la période 1960-2010, de la démographie. On remarquera que, pour la France, le déferlement de hordes sauvages tant proclamé par Madame Le Pen qui déclarait en 2015, « nous pourrions assister dans les années qui viennent à l'équivalent des invasions [appelées invasions barbares] vécues au IV^{e} siècle » ; cela relève peut-être de la propagande électorale mais certainement pas, pour les cinquante dernières années, de la réalité. Les trois autres grands pays européens comparés à la France présentent, pour chacun d'eux, des arrivées de migrants supérieures à l'évolution démographique naturelle. Pour la France, seul le début des années 1960 – qui correspond aux besoins de main-d'œuvre du pays pour répondre à la croissance de Trente Glorieuses – a vu un afflux supérieur à la tendance naturelle.

Alors, les « trappes » de tous ordres évoquées dans le papier du FMI pour tenter de montrer que le « générosité » de l'Europe doit être tempérée : fantasme ou réalité ?



Basic income, vendre le rêve américain

Mais, pourquoi donc se pourrir la vie avec tous ces pauvres, ces immigrés et autres indispensables au capitalisme mais qui, sur l'image, font tache quand même ? La solution est à portée de main pourtant !

David Freedman est un journaliste états-unien réputé, et connu pour son ouvrage *Wrong* [1] dans lequel il dénonce les experts auxquels on a pris l'habitude de faire confiance, dès notre plus jeune âge ; il fait référence au roman *Le Magicien d'Oz* dans lequel une petite fille est transportée loin de chez elle et sera soumise à de nombreux charlatans avant de retrouver son chemin par elle-même. Il publie en juin 2016, dans la revue du MIT (Massachusetts Institute of Technology), Basic Income : A Sellout of the American dream, avec l'illustration reproduite ci-dessous pour présenter le recensement, en 2016, des 50 compagnies les plus 'brillantes'. Il y rend compte d'une conférence donnée, à San Francisco, par un des gourous de *startups*, Matt Krisiloff, parmi les plus riches de la Silicon Valley. L'une d'elle, Y Combinator, rassemble plusieurs dizaines de millions de dollars qui ne rapporteront pas un sou aux « actionnaires » ! Selon le conférencier, ce projet pourrait « changer le monde » avec son « revenu universel de base » UBI. C'est la ville d'Oakland, une ville de quelque 400 000 habitants dans la baie de San Francisco et présentant un taux de criminalité élevé, qui a été retenue par Y Combinator pour mener son expérience auprès d'une centaine de familles, avec ou sans emploi, qui vont recevoir entre 1 000 et 2 000 dollars par mois sans conditions. L'expérience devrait durer de six à douze mois. On ne dispose encore d'aucune conclusion. En revanche, la motivation est clairement affichée : l'emploi va disparaître, aussi convient-il de trouver des alternatives. Rien d'original donc. En interrogeant nombre de ces gens de la Silicon Valley, Freedman rend compte de réponses qui se ressemblent beaucoup ; par exemple, cette professeure à l'Institut du Futur de Californie qui

affirme que la mise en place d'un UBI aux États-Unis permettrait à ses citoyens de ne plus être contraints d'accepter les pires travaux pour un salaire de misère. On aurait aimé lui demander pourquoi donc attendre les résultats de ce pilote pour supprimer ces « *notoriously low-paying jobs* » et, précisément, augmenter les salaires ? En fait, elle savait répondre à cette question non posée : salaires et bonheur allaient, mécaniquement, augmenter. On aurait donc là une baguette magique pour faire disparaître cette désastreuse lutte des classes et réhabiliter près de 50 millions d'individus vivant, aux États-Unis, sous le seuil de pauvreté. Il « suffit », disent certains experts, d'ajouter au budget fédéral 2 000 milliards [2] de dollars pour faire opérer cette baguette magique. C'est dire si c'est simple !



Freedman note que beaucoup de progressistes, pour autant que les pauvres ne se retrouvent pas après ce tour de passe-passe avec moins de ressources, et de conservateurs parce que supprimant cette « bureaucratie » publique, sont *fans* de ce « concept ». Les motivations de la Silicon Valley sont claires : l'automatisation généralisée va supprimer les emplois.

Il formule trois remarques à propos de la trouvaille : comment organiser la collecte de plus de la moitié du budget états-unien ? N'y a-t-il pas risque de voir une part de la population ne plus trouver aucun intérêt au travail ? Enfin, la disparition de l'emploi face aux robots ne peut guère être affirmée ; ainsi Erik Brynjolfsson, qui enseigne au MIT, ne voit rien de tel à l'horizon de cinquante ans. Il se demande s'il ne serait pas plus simple de diminuer le temps de travail pour consacrer le temps ainsi libéré à l'éducation et la formation. Ou alors, ne s'agirait-t-il pas, plus brutalement, de calmer les laissés pour compte ? Il observe que, dans un pays où 20 % de la richesse sont entre les mains de 0,1 % de la population, il est peu vraisemblable que 15 % de celle-ci puisse être maintenue longtemps sous le seuil de pauvreté sans réaction plus ou moins brutale. Il ne s'étonne guère que ce soit dans une enclave sur-connectée où cette idée de revenu de base tourne quelque peu à l'obsession ; un peu comme, il y a quelques décennies, la tolérance envers les syndicats permettait d'espérer repousser l'attrait éventuel du socialisme ! Il rapporte que les conclusions des quelques études qui existent alimentent aussi bien l'une et l'autre des hypothèses. Enfin, il se demande bien pourquoi, s'il s'agit de lutter contre la pauvreté, l'amélioration des filets de sécurité ne se révélerait pas plus simple et efficace. En effet !

In fine, il se demande s'il ne s'agit pas là, au bout du compte, chez tous ces *startuppers,* de protéger leur propre position dans la société.

Investissement

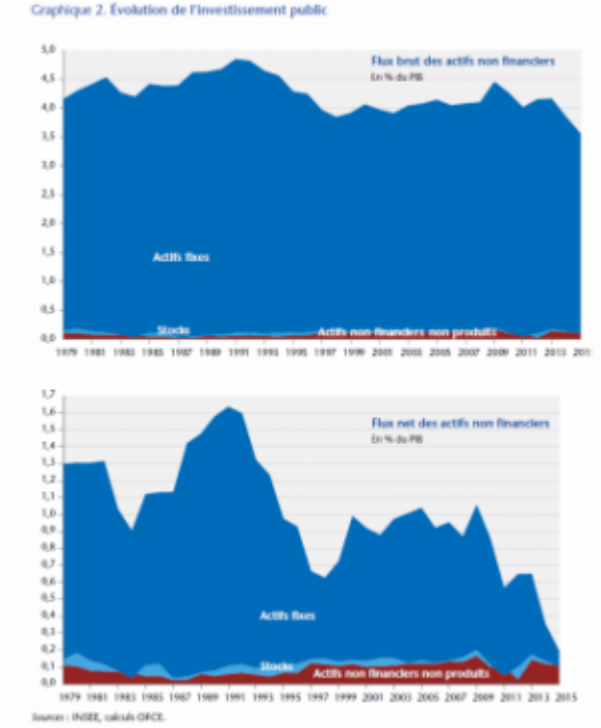
Ruine, désespoir et désolation !

Inculture et prêche dogmatique auront certainement fait partie des caractéristiques de la campagne pour l'élection présidentielle française de 2017.

Pendant que l'investissement public [austérité oblige] et l'investissement privé [financiarisation et profits immédiats faisant loi] vont mal, mieux vaut s'arc-bouter non derrière la ligne bleue des Vosges, mais derrière celle de la dette publique [3]. La dette est mauvaise, un point c'est tout ! La rengaine de l'épargne préalable est toujours là [4] et Monsieur Fillon peut, doctement, déclarer le 4 avril 2017 : « il faut réduire les dépenses publiques, revenir progressivement à l'équilibre des finances publiques ». Monsieur Macron ne craignait pas non plus de déclarer au cours de la campagne présidentielle, « continuer à augmenter cette dette, c'est considérer que le traitement de nos difficultés d'aujourd'hui, les jeunes le paieront demain ». Marx raillait « accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes ».

Un court papier a été publié en novembre 2016 par l'OFCE. On y voit que l'investissement public est tombé, en France, à 3,5 % de son PIB. Xavier Ragot, l'auteur, note avec pertinence que « les investissements pour la transition écologique, pour une amélioration du système éducatif ou encore les infrastructures de transport dans les villes congestionnées sont des candidats naturels [à l'investissement] ». Comme tous les économistes, y compris ceux du FMI [5] qui ont dû revoir leur copie à propos des sous-estimations des multiplicateurs des mesures budgétaires sur les PIB. L'OFCE remarque qu'un investissement équivalent à 1 % de PIB entraîne une augmentation de 1,1 % de celui-ci. Il calcule en outre que si cet investissement est financé par une diminution des dépenses publiques, la hausse n'est plus que de 0,4 %.

On reproduit ici deux graphiques établis à partir des données de l'INSEE et montrant sur plus de trois décennies, la détérioration du capital productif public. Monsieur Fillon, Monsieur Macron ont raison, la situation est grave, il faut réduire la dette !



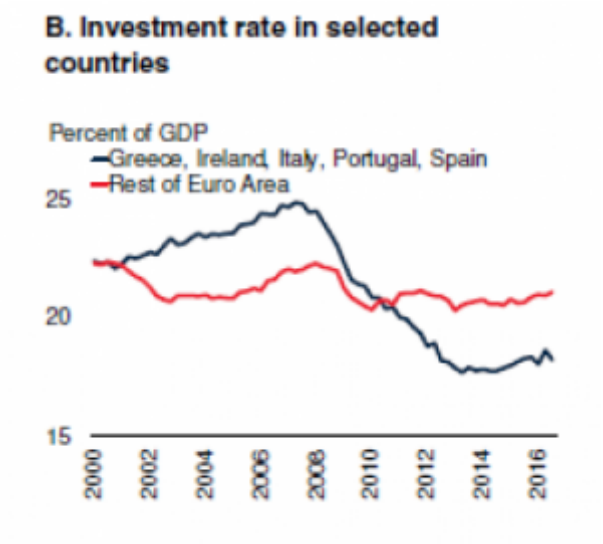
> « Pour parler le langage qui fait fureur aujourd'hui, ne devons-nous pas nous attendre à une « dépression nerveuse universelle ? »J.M. Keynes [6]

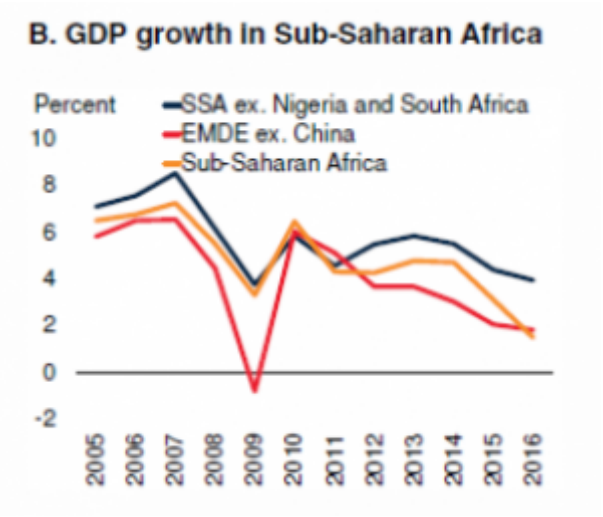
Accroître les investissements dans les infrastructures et pour les populations

Telle est l'injonction du président de la Banque mondiale (BM) pour présenter, en anglais, la version 2017 de la publication annuelle de *Global Economic Prospects.* « Maintenant, il est temps d'accroître les investissements dans les infrastructures et les populations cela est vital pour [...] l'éradication de l'extrême pauvreté » déclare Monsieur Jim Yong Kim. Selon les experts de la BM, la croissance mondiale du PIB, qui était de 2,4 % en 2014, devrait atteindre 2,9 % en 2019, tirée par celle de la Chine qui, sur la même période, devrait baisser d'un point, pour atteindre en 2019 néanmoins, 6,1 %. Il faut rappeler que, selon l'institution de Washington, durant les décennies de 1960 à celles des années 2000, ce taux a dépassé, par huit fois 4 % l'an, dont deux fois pour atteindre ou dépasser 6,5 %. Or, comme chacun devrait le savoir, cette croissance reste l'alpha et l'oméga d'une « bonne » économie... Bonne nouvelle, les PMA devraient enregistrer en 2019 une croissance supérieure à 6 % ! À quel niveau devrait-elle parvenir pour que le PIB/tête, qui selon le PNUDs'établissait, en 2016 pour les PMA (1 milliard d'habitants), à quelque 2 400 dollars par an, soit 17 fois moins que les pays à très haut développement (1,3 milliard d'habitants) ?

Il suffit en effet d'examiner la réalité à travers ce graphique dressé par les économistes de la Banque portant sur les quinze premières années du XXI[e] siècle pour se convaincre de la pertinence de la recommandation relative à l'urgence de l'investissement. Mais, osera-t-on demander à nouveau, sur quelles ressources ?

Et que dire alors au vu du graphique présenté page 166 et reproduit ci-après ?

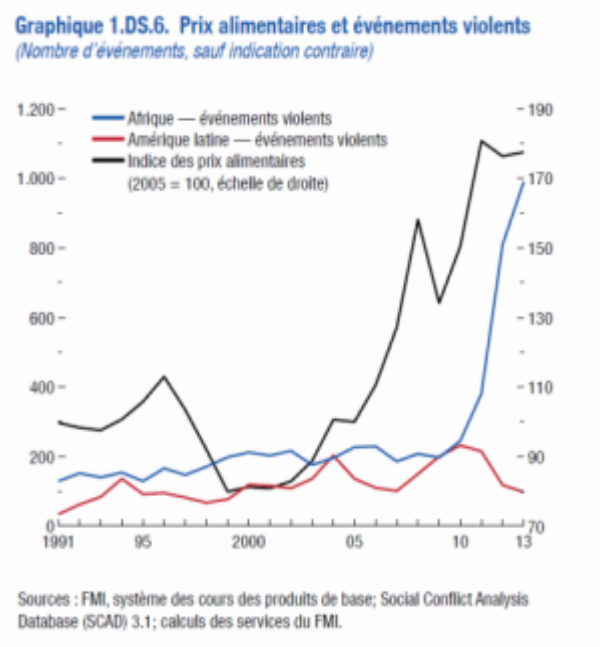




Nous dira-t-on que si les propriétaires du capital étaient « correctement » rémunérés, ils pourraient investir ? La société de gestion Henderson [7] indique que les dividendes versés ont baissé de 2 % en 2015, par rapport à l'année précédente, mais pour atteindre néanmoins 1 150 milliards de dollars [8]. En France, les investissements des sociétés du CAC 40 ont continué de reculer de quelque 10 % en 2015, alors même qu'elles avaient versé 40 milliards d'euros de dividendes ; pourtant, le gouvernement Ayrault avait mis en place en 2012 des dispositifs destinés à « soutenir » les entreprises ; de même, les taux d'intérêt et les cours des matières premières étaient bas !

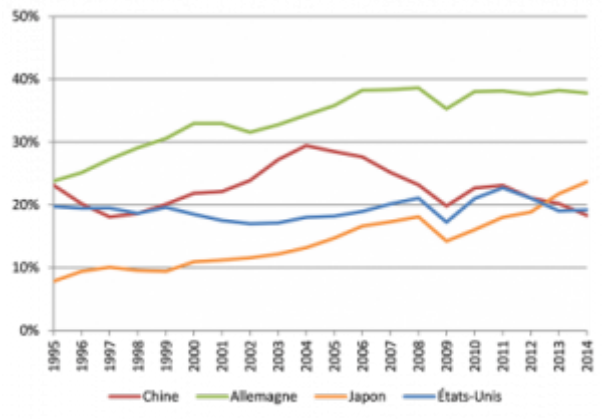
De son côté le Fonds monétaire international (FMI) publiait, en français, en novembre 2016, son document annuel Perspectives de l'économie mondiale qu'il sous-titrait « demande modérée », prévoyant une légère reprise en 2018, et dans lequel on pouvait lire en introduction, « ces perspectives inquiétantes [nouvelle

crise mondiale possible] rendent plus urgente que jamais une riposte globale qui permettrait d'accélérer la croissance et de gérer la vulnérabilité ». À propos de vulnérabilité, on sait que le réchauffement climatique dû à l'activité humaine figure en bonne place dans la liste des « perspectives inquiétantes » ; lire à cet égard Vraiment avec l'environnement, on exagère ! Les rodomontades de la nouvelle administration états-unienne n'y changent malheureusement rien, même si, en revanche, elles satisfont les propriétaires du capital. Page 58 on notera ce graphique reproduit ici. Il trace l'évolution, sur plus de deux décennies, de la survenue d'événements violents et l'augmentation du prix des produits alimentaires. Quand on sait que la majeure partie des échanges de ces produits sont le fait des transnationales (lire à ce sujet Les matières premières agricoles), on comprend qu'elles ne soient pas en désaccord avec l'administration Trump.

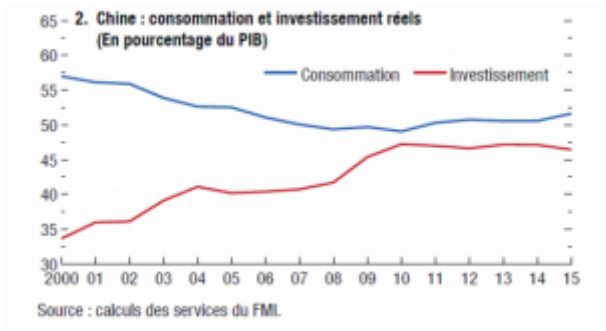


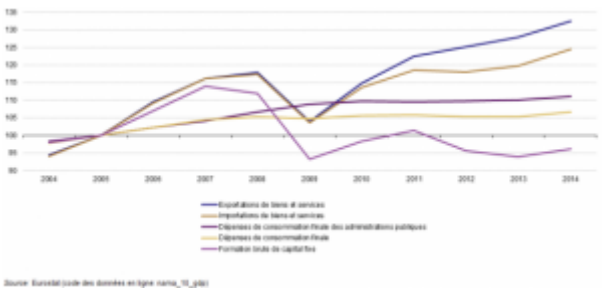
Dans une note de l'OMC du 12 avril 2017 relative à une reprise du commerce mondial en 2017 et 2018, on notera, sur le graphique 2 reproduit ci-après, que la Chine ne renonce pas devant l'importation, pour atteindre ses objectifs d'investissement ; elle représentait moins de 40 % de son PIB en 1978, et a dépassé la consommation pour atteindre 50 % du PIB en 2011. De son côté, l'Allemagne consacrait en 2014 près de 40 % de ses investissements à des importations mais, selon l'OCDE, Allemagne et France présentent des taux de croissance de leur FBCF (formation brute de capital fixe), autour de 2 % par an, assez semblables. En revanche, selon Eurostat, l'Allemagne enregistre un pourcentage de son PIB consacré à la recherche/développement passant de 2,42 % à 2,84 % pendant qu'en France, sur la même période, les données étaient de 2,09 % et 2,26 % alors qu'on observait 4,15 % en Corée pour 2014.

Graphique 2 : Teneur de l'investissement en importations pour certaines économies, 1995 2014



À propos de l'évolution, de 2000 à 2015, de la consommation et de l'investissement en Chine, on trouvera à la page 175 du rapport du FMI évoqué, le graphique reproduit ici. Il montre l'évolution, mesurée en pourcentage du PIB chinois, de la consommation et celle de l'investissement. À titre de comparaison, le graphique qui est donné à la suite de celui du FMI est établi par Eurostat et porte sur la décennie 2004-2014 et trace, pour la décennie considérée à prix constant 2005, l'évolution des cinq agrégats considérés au sein de l'UE28.





Dans son blog, Christian Chavagneux, éditorialiste à *Alternatives économiques*, notait que si, en France, les sommes consacrées aux dividendes au début des années 1980 représentaient la moitié de celles consacrées aux investissements, elles étaient 2,6 fois plus élevées que les investissements réalisés en 2012. Depuis l'inénarrable « théorème » de Schmidt, tout le monde sait que « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Ben oui quoi, si tous ces dividendes n'étaient pas venus accroître les inégalités en France, ce serait bien plus de 10 % de chômeurs que le pays compterait !

Les marchés financiers exultent après les résultats de la

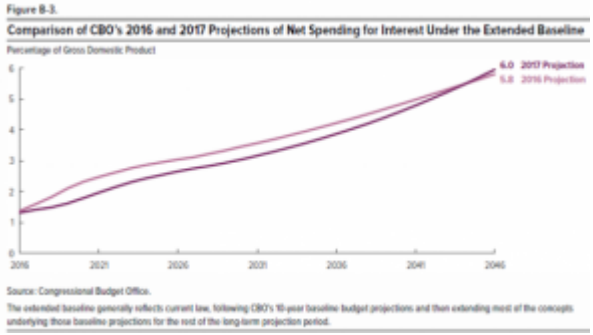
présidentielle française ; c'est en tout cas la réaction de l'agence Bloomberg spécialisée dans l'analyse ses marchés financiers : « le premier tour de l'élection présidentielle [française], a permis un résultat favorable au marché ». Les « valeurs » bancaires s'envolent de plus de 4 % à la Bourse de Paris ! Doit-on se réjouir avec tout ce monde-là ?

À propos des marchés financiers

On connaît la qualité des travaux du *Congressional Budget Office* (CBO), l'agence états-unienne dépendant du Congrès, suivant et analysant tout ce qui a trait, de près ou de loin, aux données chiffrées du pays. Il publie en mars 2017 une étude allant jusqu'au milieu du XXI[e] siècle. En la feuilletant, on trouvera diverses informations fort intéressantes. Le CBO prévoit que d'ici à 2047 l'endettement fédéral devrait représenter 150 % du PIB états-unien [9] soit près de 10 % du PIB contre 3 % aujourd'hui. On note que, à côté du vieillissement de la population pesant sur cette évolution, l'Agence remarque que le second facteur de cette variation tient à la hausse du coût de la dette qui devrait passer d'un peu plus de 1 % du PIB aujourd'hui à quelque 6 % en 2046 comme on le voit sur la figure B3 reproduite ici.

Les propriétaires du capital devraient être aux anges ! Apple, par exemple, qui emprunte pour distribuer de forts dividendes plutôt que de se servir de ses considérables disponibilités financières [10] ; il pourra ainsi déduire les intérêts de ses bénéfices. C'est aussi un détenteur important de dette publique et privée [11].

Le capitalisme est bien fait quand même !



Et toujours les paradis fiscaux

Se souvient-on de ces baignoires qui fuyaient dans nos écoles primaires d'antan ? Le maîtres d'aujourd'hui pourraient remplacer les baignoires par les paradis fiscaux. Oxfam nous apprend, dans son rapport Rigged reform publié le 12 avril 2017, que cinquante des plus grandes compagnies états-uniennes détenaient quelque 1 600 milliards de dollars dans les paradis fiscaux.

Heureusement pour l'honneur national, une entreprise ayant son siège en France, Engie, et au capital de laquelle l'État a accepté de ne plus détenir de minorité de blocage [12] en cédant en janvier 2017, 100 millions de titres Engie, a « réussi » à transférer 27 milliards d'euros au Luxembourg. Rassurons-nous, ce n'est pas par malignité mais, simplement, pour réduire ses impôts en France. Ah, les braves gens !

Les inégalités, ça s'arrange ?

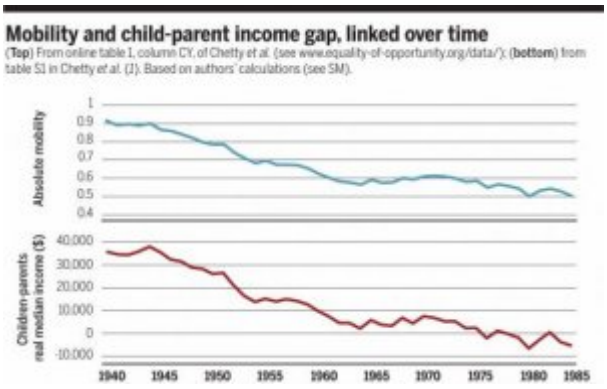
On lira dans Les inégalités, ça commence à bien faire ! ce qui, finalement, fondait la pensée et, par voie de conséquence, la vision de l'économie de Friedrich Hayek quand il affirmait : « Je crois que la justice sociale sera ultimement reconnue comme un leurre [...] comme une tentative de satisfaire un besoin hérité des traditions du petit groupe mais qui n'ont pas de sens dans la Grande Société des hommes libres ».

Ce n'est certainement pas le même groupe d'humains qui est visé par le fondateur du Mont-Pèlerin et par Oxfam quand celle-ci publie Une économie au service des 99 %.

L'ONG indique, entre autres, deux des traits saillants que lui inspirent ses constats :

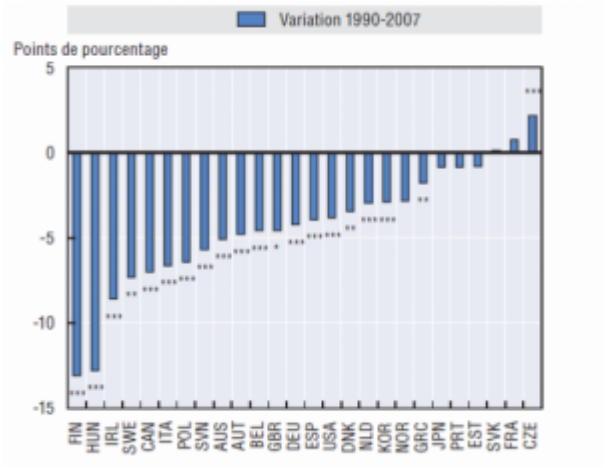
- Selon le Crédit suisse, depuis 2015, les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de la planète. En France, les 1 % les plus riches détiennent 25 % des richesses nationales.
- Aux États-Unis, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, montrent que, sur la période 1980-2014, le revenu de la moitié la plus pauvre de la population n'a pas évolué, tandis que celui des 1 % les plus riches a été multiplié par 3.

Le graphique qui est reproduit ici a été établi par une équipe d'économistes et de chercheurs états-uniens en sciences sociales qui a publié son étude le 27 avril 2017 dans Science,et étude présentée aussi sous le titre Estompe du rève américain. À partir des recensements conduits aux États-Unis et des données fiscales, ladite équipe a évalué « l'ascenseur social » mesuré par les revenus d'adultes de trente ans nés en 1984 comparés à ceux de leurs parents, au même âge, nés en 1940. Conclusion des auteurs : « Les perspectives pour les enfants de gagner davantage d'argent que leurs parents se sont nettement réduites en cinquante ans aux États-Unis ». En effet, 90 % des individus du second groupe avaient des revenus supérieurs à ceux de leurs parents tandis que ceux nés en 1984 ne sont plus que 50 % dans ce cas. La croissance du PIB du pays n'est pas suffisante pour inverser la courbe, il faudrait, nous disent-ils, que les pouvoirs publics favorisent l'accroissement des revenus des classes moyennes et défavorisées, mais aussi largement développer les crèches, les université publiques, augmenter les bas salaires, les aides au déménagement. Les États-Uniens peuvent sans doute compter sur l'administration Trump pour voir ces dispositions mises en place !



Les auteurs du rapport Oxfam pointent les principales origines de ces inégalités galopantes :

- Évasion et « optimisation » fiscales ; on peut, à ce propos, se reporter à un Avis du Conseil économique, social et environnemental publié en décembre 2016 intitulé *Les mécanismes d'évitement fiscal, leurs impacts sur le consentement à l'impôt et la cohésion sociale*, qui rappelle le chiffre déjà indiqué par la Commission européenne dès 2013 de 1 000 milliards d'euros manquant, chaque année à l'Union, du fait de cet « évitement ». L'ONG rappelle aussi un Working Paper du FMI de mai 2015 chiffrant à 100 milliards de dollars la perte annuelle pour les pays en développement.
- Augmentation de la distribution de dividendes. On a pu lire dans le deuxième paragraphe de *Investissement* de ce même numéro, l'évaluation donnée par Henderson qui évalue à 1 150 milliards de dollars les dividendes distribués en 2015 par les plus grandes transnationales !
- Salaires et conditions de travail. Pour documenter ce paragraphe du rapport de l'ONG, on reproduit ici le graphique établi par l'OCDE à propos de la baisse de la part du travail dans la répartition de la valeur ajoutée.



Enfin, les lecteurs des *Possibles*, ne seront guère surpris par la dénonciation de six idées-reçues :

- Le marché est le meilleur allocataire des ressources, en particulier parce qu'il se régule spontanément. On sait qu'il s'agit là du mantra proclamé depuis des lunes par la plupart des libéraux et néolibéraux. On sait aussi que l'inanité de cette assertion est largement démontrée grâce, malheureusement, à l'usage qu'en font les propriétaires du capital et leurs affidés aux nombreux postes gouvernementaux et médiatiques. Pourtant, les démonstrations sont nombreuses, parfois venant de là où on les attendait guère ; ainsi, on pourra lire Néolibéralisme ! Quoi, se serait-on trompé ?, présentant une étude éloquente du FMI intitulée de manière peu ambiguë *Neoliberalism : Oversold ?*
- La rentabilité doit être la principale mesure de réussite d'une entreprise et l'indicateur essentiel d'efficacité. Incontestablement… pour ses propriétaires. Mais, pour la collectivité, c'est une autre affaire. Et pour la croissance, pourtant réputée indispensable ? Un économiste états-unien, Arthur Okun, énonçait au début des années 1960, ce qui allait être appelé la loi d'Okun, qui prétend qu'il existe une relation linéaire entre le taux de croissance d'une économie et celui de l'emploi. Plusieurs études économétriques ont montré qu'une telle relation existe bien, mais que ce coefficient d'Okun varie avec le temps. Ainsi, pour la France, il aurait été multiplié par 3 entre les années 1970 et aujourd'hui, entraînant ainsi, pour un même taux de croissance, une création d'emplois plus élevée aujourd'hui. Autrement dit c'est le contenu de la croissance qui est déterminant !
- La richesse extrême n'est que bénéfique à l'économie, les inégalités n'ayant aucune importance. Il faut une impudence sans bornes pour oser pareille provocation, mais on sait que pour défendre leurs privilèges, les propriétaires du capital ne reculeront jamais. Les études relatives à l'augmentation considérable des inégalités sont très nombreuses. *Les Possibles* en rendent compte assez régulièrement, ainsi Les inégalités, ça commence à bien faire !
- La croissance du PIB est l'alpha et l'oméga de l'élaboration des politiques publiques. Si on prend la précaution de préciser que le PIB ne saurait être un indicateur de bien-être ni davantage un certificat de bonne conduite, il faut le laisser pour ce qu'il est, la mesure de la valeur, exprimée en monnaie, de tous les biens et services produits pendant une année par un pays ou un groupe de pays. Il ne saurait mesurer la pertinence, l'intérêt ou le caractère dangereux de ce contenu ; entre autres, il ne dit rien des inégalités, même quand il est exprimé en PIB/habitant ; en particulier quand il s'agit des profondes inégalités entre les femmes et les hommes.
- Les ressources environnementales ne sont pas produites par l'économie. Même si ce n'est évidemment pas le cas des ressources dites extractives. Mais la question n'est pas là. Les conséquences néfastes de l'usage des ressources naturelles ou la grave atteinte à la biodiversité de la planète n'apparaissent pas, et n'ont pas à apparaître, dans le PIB ; en revanche, ce doit être la préoccupation majeure d'une économie bâtie en faveur des 7,5 milliards d'êtres humains et leurs descendants.

Le denier forum de Davos, le *World economic forum*, s'est inquiété de la démesure de l'augmentation des inégalités. Il faut dire que de nombreux experts lancent de tels avertissements, y compris aux propriétaires du capital eux-mêmes. Ainsi, Joseph Stiglitz a appelé les participants à contribuer activement à la lutte contre les inégalités, il a émaillé son intervention de nombreux exemples que personne n'a osé démentir. Il a mis en évidence trois exigences qui doivent les y conduire. Morale, en premier lieu, payer ses impôts et ne pas aller se cacher dans les paradis fiscaux [13], deuxièmement payer des salaires décents [14], enfin investir dans l'entreprise !

La diversité : nécessité salvatrice ou repoussoir ?

Ainsi caricaturée, la question ne présente guère d'intérêt. L'univers est diversité ; la terre, tout autant. L'astrophysicien Hubert Reeves, quelque peu désabusé, remarquait, à propos de l'humanité, « en réalité, nous ne sommes qu'une espèce parmi tant d'autres. Ajoutons, en passant, que, face aux extinctions multipliées d'espèces dont nous sommes aujourd'hui responsables, nous mériterions, seuls, le qualificatif d'espèce hautement nuisible à l'harmonie et à la préservation de la biodiversité ». À ce propos, on pourra examiner une sorte d'atlas mondial des menaces, publié le 4 janvier 2017 par Nature ecology & evolution ; les deux chercheurs, auteurs de l'étude, qui mènent leurs travaux depuis sept ans, y mettent en évidence le poids pesant sur la biodiversité de pays du Sud – donc mondiale – pour satisfaire aux exportations destinées aux États-Unis, à l'Union européenne et au Japon. Ils précisent que 30 % des menaces cartographiées sont dues au commerce mondial. Tuer la diversité, c'est tuer la vie.

On peut raisonnablement penser que Mark Lilla, professeur à l'Université Columbia de New York, ne veut pas contester la nécessité, pour l'humanité, de cette diversité en publiant dans *The New York Times* du 18 novembre 2016, The End of Identity Liberalism qui fit quelque bruit, et dont le quotidien français *Le Monde* du 9 décembre 2016 proposa une traduction. Se réjouissant de la capacité des États-Unis à avoir su intégrer la diversité religieuse et ethnique, il déplore que le pays semble n'être pas capable de traduire cette réussite au plan politique. On ne discutera pas ici l'admiration de Lilla quant à cette intégration ; on souhaite seulement noter qu'elle ne le conduit pas à taire les causes qui, selon lui, ont permis la désignation de Donald Trump à la présidence des États-Unis. On observera toutefois que, parmi celles-ci, il ne tient pas compte d'un système électoral figé par la constitution états-unienne, qui permet au candidat ayant obtenu, selon *The New York Times* du 4 janvier 2017, près de 3 millions de voix de moins que sa concurrente, soit 2,1 % des votants, d'être déclaré vainqueur.

Lilla note que Clinton a appelé les minorités – noires, latinos, féminines, LGBT – à voter pour elle mais que, en ne mentionnant pas tous les « groupes » constituant les États-Unis, elle a donné le sentiment aux oubliés de cette liste qu'ils ne comptaient pas. L'universitaire new-yorkais prétend que c'est ce qu'ont ressenti les blancs des classes populaires et ceux qui sont enracinés dans des croyances, notamment religieuses.

Pour que l'on ne se méprenne pas sur sa pensée, il prend le soin de préciser que, à ses yeux, tout ce qui a été entrepris, au cours des dernières décennies, en faveur de ces minorités constitue un progrès décisif pour lesdites minorités et pour la société dans son ensemble, mais a produit, à gauche, ce qu'il nomme un « narcissisme » conduisant à oublier ceux qui n'appartiennent pas à ces minorités. La juste sensibilité à la diversité n'était plus seulement une exigence salutaire, elle serait devenue un mode de penser exclusif. Il note que Ronald Reagan, comme William Clinton, n'ont jamais fait référence à l'identité des électeurs, mais se sont adressés à de nombreuses catégories d'entre eux.

Il appelle la gauche américaine à un comportement post-identitaire capable de s'affranchir d'une sorte de « politiquement correct » qui corromprait la capacité d'analyse. Il termine son analyse en expliquant qu'il avait été profondément frappé, lors de la projection d'un discours prononcé en 1941 par F.D. Roosevelt, par les visages de tous ces gens si différents qui l'écoutaient, manifestant ainsi ce qu'ils partageaient « *what they shared* ». Cette recherche a été conduite à la suite de l'élection de Trump aux États-Unis ; on peut se demander si elle ne pourrait pas s'appliquer, pour partie, à la France.

Hadley Freeman, éditorialiste au *The Guardian,* s'emporte dans Don't play identity politics The primal scream of the straight white male*,* publié le 2 décembre 2016. Elle assimile l'article de Mark Lilla à ce qu'elle nomme le cri primitif de l'homme hétérosexuel blanc. Elle lui reproche, à juste titre, de ne même pas remarquer que plus de votants ont fait le choix d'Hillary Clinton plutôt que celui de Donald Trump, biaisant ainsi son analyse. Mais surtout, dit-elle, il ne signale pas que la campagne de Trump s'appuyait, précisément, sur l'identité. Cependant, il est difficile d'adresser un tel reproche à Lilla, alors que, justement, il remarque que Trump a surjoué l'abandon des « blancs » au profit des « minorités ». Le fait que l'éditorialiste rappelle, de manière malheureusement fondée, combien les minorités sont opprimées, ne suffit pas tant s'en faut, à en convaincre les « blancs ». On sait trop combien, en France, une partie des laissés pour compte sont persuadés que les immigrés en sont la cause ; Madame Le Pen sait parfaitement s'en servir !

The Guardian a publié le 14 décembre 2016 On Political Reaction by Mark Lilla review – how reactionaries have ruined our world, un plaidoyer en réhabilitation, s'il en était besoin, de Mark Lilla. John Banville commence par rappeler que Lilla est un auteur reconnu. Il récuse vigoureusement que l'universitaire new-yorkais favoriserait un retour au sexisme, racisme et autre intolérance ; ses contempteurs devrait lire *The Shipwrecked Mind* [15], republié dans une version révisée et dans lequel il observait plusieurs de ces intellectuels dont Heidegger, Arendt, Foucault ou Derrida. Quinze ans plus tard sort *The Reckless Mind* [16] au moment de la publication de son article par *The New York Times*, à propos du naufrage de la pensée réactionnaire –

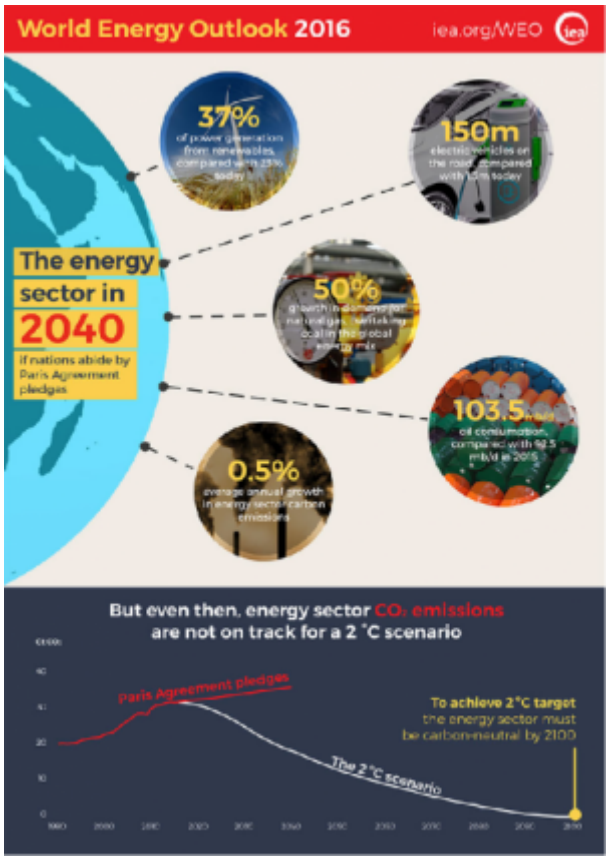
Banville affirme qu'il s'agit du livre le plus « impressionnant » qu'il ait lu cette année – qui est, selon lui, une brillante démonstration du contraire. Lilla estime le réactionnaire, féroce et déterminé, il regarde vers le passé ; « il est le militant de sa nostalgie ». Banville, Irlandais né en 1945, montre que Lilla dénonce ceux qu'il dénomme les *philotyrannical intellectuals* apparus avec la montée du nazisme et du stalinisme. Messies d'un avenir fantasmé, ils préconiseraient, paradoxalement, un retour à un paradis passé, dont ils sont les « naufragés ». Le monde qui s'impose à nous aujourd'hui, est celui des réactionnaires. À propos de la réaction, il déplore la grande faiblesse des publications universitaires états-uniennes à propos de la réaction, alors que celles relatives à la révolution sont légion. Pour Lilla, le *Make America great again*, ou la restauration d'un califat, est la parfaite illustration de l'avancée de l'esprit réactionnaire au détriment de celui de la révolution.

Quelles que soient les raisons profondes du remplacement à la Maison blanche, le 20 janvier 2017, de Barack Obama par Donald Trump, on peut difficilement, en effet, ne pas voir que toute la droite réactionnaire états-uniennes n'en finit pas de se ranger sous la bannière du 45e Président. Que le nonagénaire Kissinger, archétype du politicien « cultivé », et artisan de l'installation du dictateur Pinochet au Chili, par exemple, s'abouche avec un personnage dont la vulgarité doit lui paraître particulièrement incongrue, montre assez que les priorités savent être choisies. En même temps, on s'aveuglerait si on oubliait combien la « gentrification » [17] mondialisée, née de fils de famille dans les « garages » de la Silicon Valley, est parvenue à ignorer la part croissante de la population d'en bas, en vantant l'entre-soi ouvert.

Pas de pétrole et pas d'idées ?

C'est sur un slogan plus « vendeur » que la volonté de changement d'heure a, il y a plus de quarante ans, été vendue à la France par le président de la République d'alors, Monsieur Giscard d'Estaing. Elle n'avait pas, disait-on, de pétrole, mais elle regorgeait d'idées ! Comme on le voit, le projet de continuer à puiser, sans réserve si on ose écrire, dans les huiles, minerais et gaz des sous-sols mondiaux, est ancienne. Pour ce faire, toutes les guerres seront menées, ; en revanche aucune idée, véritablement « révolutionnaire », ne sera avancée par le pouvoir politique ; les propriétaires du capital ne le veulent pas…

L'Agence internationale de l'énergie a publié l'édition 2016 de son rapport annuel (WEO *World energy outlook*) qui n'est pas disponible gratuitement en ligne mais dont on peut consulter une courte présentation en français. On voit sur le tableau reproduit ici l'ampleur du défi pour, simplement … ne pas dépasser les fameux 2° C.



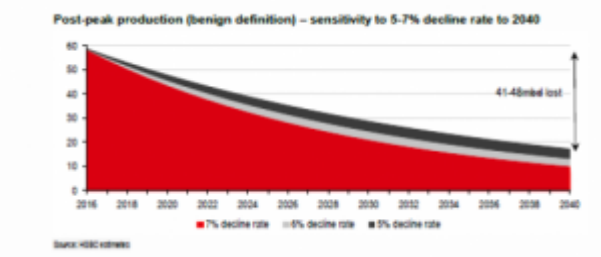
La recette est parfaitement maîtrisée, quel que soit le domaine intéressé, si vous voulez discréditer les études les plus sérieuses et éprouvées, ne dites pas qu'elles sont fausses, contentez-vous de susurrer que d'autres études existent. Les cigarettiers se sont montrés parfaits en la matière !

S'agissant des émission de CO_2, le GIEC a calculé que, pour disposer de 50 % de chances de rester en deçà d'une augmentation de 2° C par rapport à la période préindustrielle [18], le monde ne devait pas émettre, d'ici à 2050, plus de quelque 1 100 gigatonnes de CO_2. Deux chercheurs britanniques, Christophe McGlade et Paul Ekins, ont bâti un modèle permettant d'apprécier la quantité de dioxyde de carbone contenue dans les réserves terrestres de pétrole, de gaz et de charbon, d'en relever la localisation et d'en préciser la nature exacte. Ils ont publié cette étude le 8 janvier 2015 dans *Nature*. Leur conclusion est aussi simple que claire : pour rester sous les 2° C d'ici à 2050 il ne faut pas utiliser plus du tiers de ces réserves de pétrole, de la moitié de celles de gaz et moins de 80 % du stock de charbon. Bien sûr, on sait que le nouveau président des États-Unis, et beaucoup des propriétaires du capital de par le monde, affirment que, tombant du 100e étage, tout va bien jusqu'à la seconde ultime de l'écrasement sur le sol ! Même ceux-ci ne seraient pas épargnés ; mais la quasi-totalité de la population mondiale, dont une partie il est vrai, par méconnaissance [19] ou crainte, se laisse impressionner.

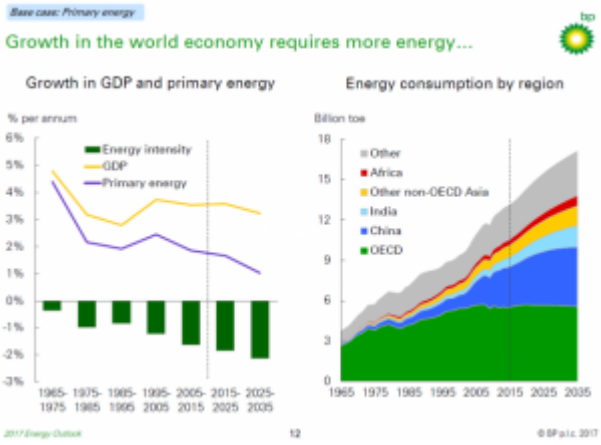
Entre 2007 et 2017, la consommation pétrolière a augmenté de 13 % et devrait atteindre, à la fin de l'année 2017, plus de 97 millions de barils/jour. Cette frénésie meurtrière aurait-elle quelque chose à voir avec le fameux pic pétrolier qui, une fois atteint, signifie que le monde s'engage sur la pente descendante

des réserves restantes ? Pensez, il ne s'agit pas d'être les derniers à pomper les gouttes ultimes alors que toutes les compagnies pétrolières estiment que la production mondiale est en déclin. La puissante banque HSBC publiait en septembre 2016 Global oil supply, on y trouve le graphique reproduit ici. Il montre l'évolution de la perte annuelle de production pétrolière, comparée à celle de 2016, en fonction de trois taux de déclin, 7 %, 6 % et 5 %, sur lesquels s'accordent les experts. On voit que, « au mieux », il manquera, en 2040, 41 millions de barils/jour soit, environ, quatre fois la production actuelle de l'Arabie saoudite !

Malgré cette fin inéluctable, tous les Docteur Folamour, sourds et aveugles aux avertissements qui viennent d'être rappelés, puiseront, si les peuples ne les en empêchent pas, jusqu'au dernier sanglot. Mais, jusqu'ici… tout va bien !



Face à cette réalité, une autre est, elle aussi, parfaitement décrite et montre l'augmentation continue de la consommation d'énergie dans le monde, comme on peut le voir dans le Energy Outlook 2017 de BP, qui n'est pas avare de très nombreux graphiques.



Chaque année, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publie son *World energy outlook*, on en trouvera la présentation de la version 2016. C'est un lourd volume de près de 700 pages qui est, entre autres, présenté en français. L'Agence fait observer que l'Accord de Paris entré en vigueur fin 2016, a déjà eu des conséquences importantes ; c'est ainsi que les subvention publiques à la consommation des énergies fossiles, qui s'élevaient à 500 [20] milliards de dollars en 2014, ont diminué de 35 % en 2015 pour atteindre, encore, 325 milliards de dollars.

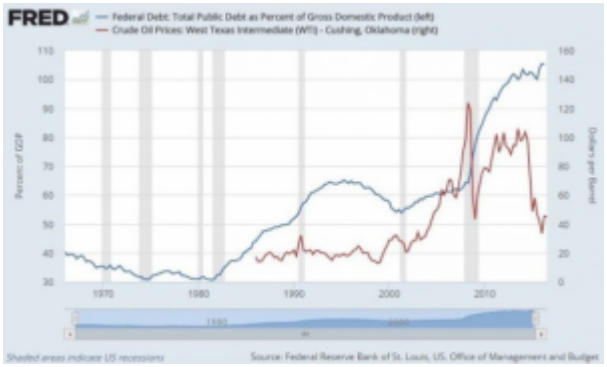
Le rapport 2016 de l'AIE et celui de HSBC conduisent à remarquer que, chez les propriétaires pétroliers, la question n'est plus d'affirmer que le pic pétrolier ne serait que fantasme, mais à quelle vitesse la chute aboutira aux enfers. Depuis février 2017, Rex Tillerson est confirmé par le Sénat états-unien comme successeur de John Kerry au poste de secrétaire d'État. Cette nomination a entraîné pour lui la fin de son mandat de président-directeur général d'*Exxon Mobil Corp*, contre une indemnité de 180 millions de dollars. À l'occasion de la quarantaine d'années passées chez le géant pétrolier, il a développé une intense activité pétrolière en Russie, en particulier en association avec la compagnie Rosneft pour l'exploration et la production en Sibérie et en Arctique. Plusieurs évaluations estiment les revenus à venir des contrats signés depuis plus d'une vingtaine d'années à quelque 500 milliards de dollars. Cependant, deux obstacles majeurs se dressent aujourd'hui devant d'aussi alléchantes perspectives. D'une part, les sanctions arrêtées par plusieurs instances contre la Russie empêchent le transfert de tels revenus ; on comprend, dès lors, l'empressement des magnats, tant états-uniens que russes, à voir levées de telles sanctions par les États-Unis comme on en prête l'intention à Monsieur Trump. D'autre part, la baisse du prix du baril, observée, de manière erratique il est vrai, depuis 2014, n'est évidemment pas une tendance favorable aux propriétaires pétroliers. Il leur faut donc la voir remonter. Cependant, ils vont se trouver pris entre deux feux ; d'un côté la frénésie « investisseuse » dans le secteur pétrolier, soutenue par la nouvelle administration américaine, poussera la production pétrolière en même temps que celle-ci pèsera sur les prix ; de l'autre, les « investisseurs » vont devoir arbitrer entre devoir dépenser beaucoup devant un avenir de plus en plus limité – que les économistes des pétroliers ont parfaitement documenté – et laisser s'effondrer les prix des derniers barils. Tout cela se déroule dans un cadre de compétition capitaliste exacerbée dont on sait qu'elle est bien davantage terreau de barbarie que de coopération. Si Exxon n'est pas la première des compagnies pétrolières, elle en est la première en terme de capitalisation boursière [21]. C'est, évidemment, le repère essentiel pour ses propriétaires. Or, selon les données de la compagnie, la production est passée de 2,5 millions de barils/jour en 1997 à 2,3 millions en 2015. On voit, sur le graphique présenté par Matthieu Auzanneau, que l'on évoquera plus loin, et reproduit ci-dessous, que la production a stagné pendant dix ans jusqu'en 1997 pour ne cesser de décliner jusqu'en 2015. Ce n'est pourtant pas faute de dépenses d'exploration/production et d'ambition comme en Russie et malgré les avancées réalisées dans les techniques mises en œuvre.

La lente baisse de la production d'Exxon est commune à toute l'industrie pétrolière, comme le montre les rapport de l'AIE qui corrobore les observations formulées par HSBC et dont on peut relever trois des conclusions les plus significatives :

- Les investissements pétroliers de 2016 sont évalués à 450 milliards de dollars. Or, en 2025, il devrait manquer quelque 16 millions barils/jours qui pourraient, provisoirement, être comblés pour autant que 700 milliards de dollars soient dépensés annuellement. Ces investissements, privés, dépendent des cours du baril qui devront être jugés attractifs par les compagnies

pétrolières.

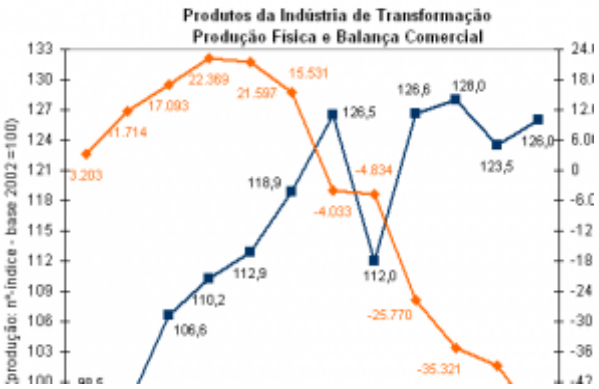
- Plus de la moitié des champs pétroliers mondiaux (l'estimation HSBC se situe à 64 %), et plus encore en Russie, a dépassé son pic.
- L'avenir des huiles et gaz de schiste états-uniens est directement lié au cours du baril et, dès lors, fort incertain.
  Dans une fresque remarquablement documentée [22] de près de 900 pages, le journaliste spécialisé, Matthieu Auzanneau, présente ce graphique de la Réserve fédérale de Saint-Louis, aux États-Unis, que nous reproduisons ici. Des années 1960 à celles de la décennie 2010, on y voit l'évolution de la dette états-unienne (exprimée en pourcentage du PIB) et celle du prix du baril de pétrole brut standard. On y remarque, sur la dizaine d'années qui suivent 2004, une multiplication du prix du brut par près de 5 ! Pour la première fois de son histoire, le monde est touché au portefeuille par les limites physiques de cet or noir. Affolement dans le Landerneau, que deviendrait donc le peuple si le pétrole venait à manquer ? En fait, tout cela n'est que foi du charbonnier dans l'avenir sans la moindre attention aux faits. Il suffisait pourtant, avant même qu'elle fût révélée, de faire appel à cette récente et stupéfiante découverte mathématique connue sous l'appellation *alternative facts* ; les faits alternatifs vont révolutionner la science et, ainsi, sauver l'humanité. Il était temps que des hommes de la stature de Myron Ebell puissent enfin réhabiliter l'*Environmental Protection Agency*, l'agence états-unienne de l'environnement ; *The Guardian* du 30 janvier 2017 indiquait que celui qui devient le directeur de cette agence déclarait que le mouvement environnemental constituait « la plus grande menace pour la liberté et la prospérité dans le monde ».



Le capitalisme du XX[e] siècle et de celui qui vient est organisé, comme on vient de le voir, à partir d'une consommation sans retenue d'énergie – d'origine fossile, extinguible par définition pour la part majeure – elle a doublé depuis le milieu des années 1970. La destruction créatrice présentée aux États-Unis par l'Autrichien Schumpeter durant la Seconde Guerre mondiale pourra-t-elle s'opposer au cercle vicieux dans lequel sont entraînés exigence d'investissement et rendement du capital ? Ses propriétaires ont su, jusqu'alors, trouver mille et un moyens pour maintenir, et accroître, le profit. Un moyen très connu pour ne pas diminuer la part des convives d'un gâteau allant rétrécissant consiste à diminuer… le nombre de convives. On lira à ce sujet Les grandes gagnantes : les transnationales, mettant en évidences que, sur 1 318 transnationales constituant le « noyau » de l'économie mondiale, une cinquantaine seulement oriente et dirige le tout. Ce sont elles les véritables propriétaires du capital mondial. La presse évoque assez régulièrement, avec parfois un soupçon d'admiration, les individus les plus riches du monde, titrant à l'envi sur les huit qui détiendraient autant que la moitié de l'humanité. Pour une vue plus pertinente de cette profonde inégalité dans le monde, mieux vaut se reporter à Une économie au service des 99 % publiée en janvier 2017 par Oxfam. On y remarquera, par exemple, le graphique reproduit ici, d'où vient la « richesse » des plus grandes sociétés cotées en Inde.



Pour la France, Michel Husson présente, dans La hausse tendancielle du taux de profit, sur un même graphique, l'évolution de 1949 à 2008 des profits et des investissements, évalués en pourcentage de la valeur ajoutée pour les compagnies non financières. On y remarque la baisse tendancielle, elle aussi, de l'investissement. Le rapport de l'AIE présenté plus haut a souligné que, pour l'industrie pétrolière, ce manque d'investissement compromet la production à venir. Compromission qui pourrait se révéler le début de la rédemption telle que décrite par McGlade et Ekins dans l'article de *Nature* évoqué précédemment. En attendant, pour l'exploitation de l'énergie fossile, le capitalisme se trouve devant un dilemme : investir en contrepartie de rendements décroissants, ou ne pas investir et disparaître. La phase destruction du schéma de Schumpeter semble bien là. Mais l'étape créatrice se dessine-t-elle ?

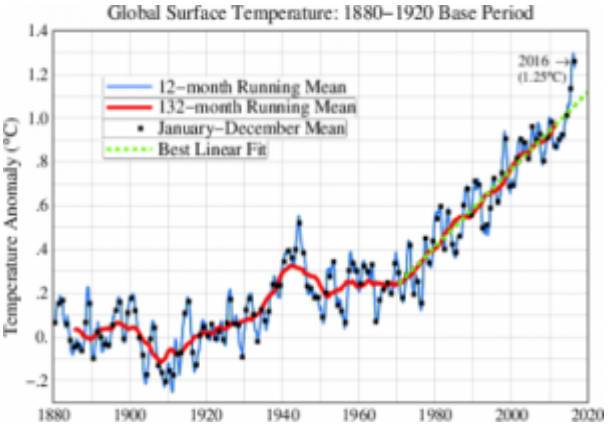


Il convient, en premier lieu, de définir précisément le cadre dans lequel doit s'inscrire le respect des engagements pris lors de l'accord de Paris de décembre 2015. Au-delà du respect même de telles prescriptions, il faut rappeler qu'elles visent à limiter l'augmentation de la température d'ici la fin de ce siècle à 2° C par rapport à l'ère pré-industrielle. Or, ces 2° ne doivent pas être considérés comme un objectif, mais comme une limite supérieure. Ainsi, le GIEC a précisé que se fixer cette limite exige de réduire les émissions de 40 % à 70 % d'ici à 2050, alors que, si la limite est de 1,5° C, la diminution exigée s'établit entre 80 % et 90 %. L'examen des conséquences de cet écart de 0,5° a été étudié à Bonn en juin 2015 lors de l'examen d'un rapport technique présenté à l'occasion de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Toutes études considérées, il semble que deux conclusions majeures peuvent être tirées :

- Les engagements pris à Paris ne permettent pas de ne pas dépasser les 2° C, moins encore les 2,5° qui ont été évoqués précédemment. On verra dans Climate action Tracker (CAT), centre indépendant d'analyse, les conséquences des engagements pris lors des COP depuis la création de CAT en 2009. On y remarquera, en page d'ouverture, un thermomètre stylisé montrant l'évolution d'ici 2100 des températures si les engagements pris sont tenus (échelle de gauche) et celles qui correspondent à la poursuite du *Business As Usual*. On verra que, malheureusement, il y a loin de la coupe capitaliste aux lèvres salvatrices.
- S'il faut mettre en œuvre, immédiatement, la production de toutes les énergies non carbonées et nucléaires, elle est insuffisante pour parvenir à l'objectif. L'atteindre exige à la fois de ne pas recourir aux énergies fossiles selon les schéma exposé dans *Nature* en janvier 2015, et d'augmenter considérablement l'efficience énergétique.

Par ces temps de « faits alternatifs », mieux vaut s'en remettre aux simples faits ! Ainsi, le *Goddard Institute for Space Studies* (GISS) de la NASA a établi le graphique reproduit ici et publié, en février 2017, sur le blog du journaliste scientifique Sylvestre Huet.



Alors, cette pause dans le réchauffement ?

Le réchauffement

Tout ce que la planète compte de négationnistes du réchauffement et autres prêcheurs de la terre plate ne renâcle pas à faire feu de tout bois, si on ose écrire !

Ainsi entonnèrent-ils leurs trompettes pour ébranler, non les murs de Jéricho, mais ceux du savoir quand ils avaient cru pouvoir annoncer que le réchauffement s'était arrêté en 1998.

En juin 2015, la publication du NOAA (*National Oceanic and Atmospheric Administration*) présentait une étude qui « réfute qu'il y ait eu ralentissement ou hiatus du taux de réchauffement global dans les années récentes ». Le 4 janvier 2017, c'est une équipe de Berkeley, en Californie, qui publie dans Science Advances une nouvelle étude, portant sur la température de la surface maritime, qui montre le biais qui avait conduit à estimer un refroidissement.

Le relevé des températures de surface des mers s'est longtemps opéré par prélèvement et mesure de la température de l'échantillon d'eau de mer obtenue. Aujourd'hui ces mesures sont opérées et transmises, en temps réel, par le système Argos à partir d'un grand nombre de bouées dérivantes lancées sur tous les océans. Entre les deux techniques, les techniciens ont constaté un léger écart dû à la manipulation exigée par la méthode du prélèvement à partir de bateaux.

L'équipe de Berkeley a mené ses calculs en ne prenant que les relevés du système Argos et a constaté que les chercheurs du NOAA avaient bien éliminé le biais technique pour conclure que le réchauffement d'abord annoncé en 1998, n'existait pas.

Rien que de très banal en matière de recherche !

Rien que d'ordinaire, en effet, sauf les dates auxquelles sont publiées ces études. Nous sommes à la fin de l'année 2016, c'est-à-dire après l'élection de Monsieur Trump ! Sont désormais très actifs, en matière de vérité scientifique, Messieurs Rubio et Cruz, respectivement sénateurs républicains de Floride et du Texas ; ce dernier a été désigné comme président d'une commission parlementaire chargée de contrôler la NASA, et son collègue remplit la même mission envers le NOAA.

Les choses n'ont pas traîné : le NOAA est accusé de… manipulation scientifique !

Nous ne sommes plus en 1633, quand le Saint-Office catholique avait contraint Galilée à abjurer pour sauver sa vie. Certes, mais comment ne pas être, perplexe, pour le moins, à l'égard de ce puissant pays dans lequel plusieurs études indiquent que 65 % de ses habitants estiment que la Bible apporte les réponses appropriées aux questions essentielles ?

La Banquise

Deux chercheurs britanniques publient dans la revue à comité de lecture *Nature climate change* leurs conclusions quant à la nécessité de limiter le réchauffement à 1,5 °C pour préserver la banquise de l'Arctique durant l'été. Dans l'hypothèse d'une élévation de température de 2°C, la superficie de la banquise pourrait passer de quelque 3 millions de km² à environ 1,2 km².

Alors ces pesticides ?

La célèbre émission télévisuelle, « Cash investigation », présentée par Élise Lucet, annonçait dans une série présentée en janvier 2016, à partir des documents officiels et confidentiels, collectés par ses journalistes, qu'entre 2008 et 2013, ce sont 65 000 tonnes de pesticides purs qui, chaque année, avaient été répandus sur les sols français. Comme on pouvait s'y attendre, l'industrie a poussé les hauts cris ! On lira sur le sujet L'agriculture chimique, une nécessité ? qui présentait une méta-étude portant sur 61 articles publiés dans diverses revues scientifiques et 30 jeux de multiples données, l'ensemble rassemblé entre 1980 et 2014. L'industrie chimique, là, a préféré se faire discrète.

Il faut mentionner deux publications de l'OMS parues le 6 mars 2017 : Don't pollute my future ! et une étude fort documentée et disposant en particulier d'une abondante cartographie, Inheriting a sustainable world. On y lit que la pollution provoque, chaque année, 1,7 million de décès d'enfants !

Hilal Elver est la rapporteure spéciale sur le droit à l'alimentation de l'ONU, elle succède à ce poste si indispensable, à Olivier De Schutter qui, lui-même, remplaçait Jean Ziegler. Baskut. Tuncak, est le Rapporteur auprès de l'ONU sur les produits toxiques. Ensemble, ils ont soumis le 7 mars 2017 un rapport indiquant que les pesticides constituaient un global human rights concern.

Dans le langage propre à pareil rapport en de telles enceintes, les deux experts écrivent que la sécurité alimentaire ne dépend pas de l'usage des pesticides. Sont-ils conscients, ces « irresponsables », qu'un tel document aurait pu compromettre le rachat de Monsanto par Bayer pour quelque 66 milliards de dollars ? Encore n'ont-ils pas évoqué les 62 milliards engagés dans le rapprochement entre Dow Chemical (chiffre d'affaires, quelque 50 milliards de dollars) et DuPont (chiffre d'affaires, quelque 40 milliards de dollars). L'Union européenne, dans sa largesse, autorisait aussi en mars 2017 une troisième opération financière pour ce secteur, le rachat de la « petite » société suisse Syngenta (chiffres d'affaires de quelque 15 milliards de dollars) par le géant chinois ChemChina (chiffre d'affaires, quelque 40 milliards de dollars). Monsieur Macron a raison, telle est la réalité, on n'y peut rien faire ! Plus seront imposantes les forces du marché qui sauront être mises en présence, mieux l'humanité se portera – en particulier les 1,2 milliard d'êtres humains qui vivent dans les pays les moins avancés dont le PIB atteint moins de 7 %, comparé à un autre 1,2 milliard vivant dans les pays à très haut revenu. Qui donc pourrait contester de telles « démonstrations » ? Quoi ? Direz-vous, on compte 5 décès pour 1 000 naissances vivantes dans ce dernier regroupent alors qu'il y en a 61 chez les moins développés ? Vous en êtes encore à pareils slogans ?

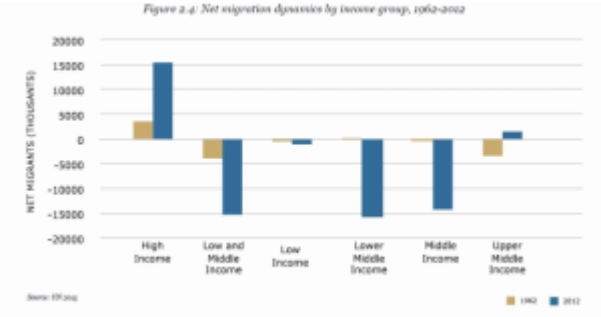
Que disent les deux Rapporteurs ?

- Les pesticides sont toxiques mais légaux, malgré la démonstration répétée de cette toxicité. Le chiffre de morts annuelles par intoxication aiguë est évalué à 200 000, dont la quasi-totalité dans les pays en développement. Au-delà, les pesticides sont lourdement mis en cause dans des pathologies neurologiques comme Parkinson ou Alzheimer.
- Les transnationales sont à l'avant-garde des responsabilités en ce domaine et font évidemment tout ce qu'il convient pour affirmer que tout va bien. On peut compter sur le nouveau géant mondial de l'agrochimie, Bayer Monsanto, pour savoir pousser son chiffre d'affaires.
- Les réglementations nationales, européennes et internationales sont très largement insuffisantes, pour user d'un euphémisme. Il suffit, à cet égard d'évoquer les palinodies autour du glyphosate, cet acide organique qui envahit les cultures mondiales notamment à travers l'herbicide Roundup après avoir été monstrueusement célèbre, sous le nom d'agent orange, pendant la guerre du Vietnam alors qu'il était largement bombardé sur ce pays. Rassurons-nous, l'Agence européenne des produits chimiques nous affirme que cette molécule n'est pas dangereuse, alors que le Centre international de recherches contre le cancer (OMS) affirme le contraire !
- L'industrie est parvenue à faire majoritairement accepter que le droit à une alimentation suffisante – droit humain indispensable, en effet – exigeait l'usage des pesticides ! À supposer que ce soit vrai, alors mêmes que de nombreuses études démontrent le contraire [23], quid du droit à disposer d'une nourriture exempte de substances nocives ? On sait que les eaux de ruissellement sont contaminées, que les ravageurs sont perturbés, que les écosystèmes sont déstabilisés, ou que les sols voient leur vie disparaître, tout cela entraîne des rendements en forte baisse.

Bien sûr que toute l'humanité pourrait vivre dans des conditions de vie acceptables, à un détail près : que les propriétaires du capital se voient imposer des règles, évidentes au demeurant, et soient contraints de les respecter ! Selon un rapport du Programme alimentaire mondial (PAM), publié en mai 2017, At the root of exodus, dans ce qui participe à la racine de l'exode migratoire, on trouve l'insécurité alimentaire. Il y aurait eu dans le monde, en 2015, 244 millions de migrants ! Le PAM a mesuré qu'une augmentation de 1 % de l'insécurité alimentaire entraîne une augmentation des migrations de près de double (1,9 %) [24].

On verra la figure 2.4 reproduite ici, qui met en évidence le «

progrès » réalisé en 50 ans ! Mais, cessons de tout voir en noir, si le nombre de migrants a considérablement augmenté ces 15 dernières années, le pourcentage par rapport à la population mondiale est, lui, stable…



La politique énergétique : bonne élève la France ?

L'Agence internationale de l'énergie (AIE – *IEA*) a été mise en place dans le cadre de l'OCDE au milieu des années 1970. Elle publie un rapport 2016 relatif à la France, sept ans après la précédente étude qui lui avait été consacrée.

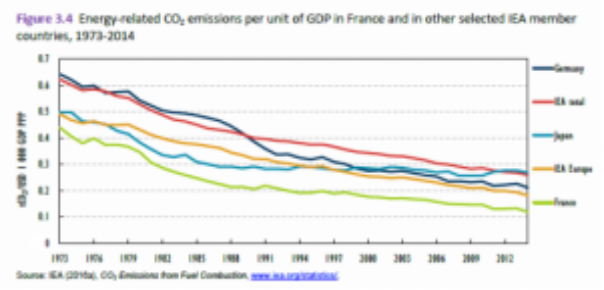
Après des félicitations adressées aux autorités pour avoir su mettre en place les réformes majeures « en faveur d'un approvisionnement énergétique plus sûr, plus économique et plus durable et d'une croissance verte de son économie », l'Agence nous éclaire sur le cadre dans lequel elle s'inscrit en précisant l'une de ses cinq recommandations : « Continuer à œuvrer pour l'ouverture du marché, la concurrence et pour rendre les consommateurs acteurs sur les marchés du gaz et de l'électricité, renforcer l'élimination progressive des tarifs réglementés de vente pour les consommateurs domestiques ». Au moins les choses sont claires !

Le numéro 1384 de *Courrier international* de mai 2017 publie la représentation d'une infographiste argentine, Florencia ABD, elle figure le nombre de planètes Terre qui seraient nécessaires si tous les pays vivaient comme le font les dix pays suivants :

- Luxembourg 9,1
- Qatar 6,2
- Australie 5,4
- États-Unis 4,8
- Émirats arabes unis >4,6
- France 3
- Chine 2
- Argentine 1,8
- Birmanie 0,8
- Érythrée 0,2

Sans vouloir ériger la notion d'empreinte écologique en concept parfait, le travail de cette Argentine a le mérite de saisir le lecteur pour tenter de le convaincre du caractère éminemment mortifère de notre planète capitaliste. Voir en tête de liste l'un des plus « prestigieux » des paradis fiscaux [25], le Luxembourg, en dit assez de ce système prédateur !

L'AIE peut, quelque peu triomphalement, publier la figure 3.4 reproduite ici. En quatre décennies, l'efficacité énergétique a grandement progressé ! Heureusement, et tant mieux évidemment ! Mais, si cette amélioration conduit à augmenter continûment la consommation d'énergie dans le monde, comme le montrent les projections jusqu'en 2040 de la même AIE reproduites ici encore, à quoi bon ? Quand on sait qu'il est indispensable que la température moyenne ne s'élève pas au delà de 1,5 ° C [26] par rapport à l'ère préindustrielle alors que le prévisions vont bien au delà, comment ne pas remettre en cause ce système ?





La France a pris une part significative aux accords qui sont intervenus, en fin d'année 2015, lors de la COP 21. C'est parfait ! Mais quid, depuis, de la majeure partie des ressources minérales qu'il est indispensable de ne pas extraire, comme le démontre, notamment, l'étude présentée dans l'article « Pas de pétrole et pas d'idées ? », publié plus haut ?

Notes

[1] David H. Freedman, *Wrong*, New York, Hachette Book Group, 2010

[2] Le budget états-unien 2017 est estimé à 3 650 millibars de dollars.

[3] La dette privée en pourcentage du PIB était en 2015 de plus de 170 % dans la zone euro contre de 90 % pour la dette publique en 2016 et 96 % en France.

[4] Lire à cet égard L'épargne fait l'investissement !

[5] Lire FMI janvier 2013 :Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers

[6] J.M. Keynes, Perspectives économiques pour nos petits-enfants, par J.M. Keynes, Paris, LLL, 2017

[7] La société Henderson suit, en continu, les 1 200 premières capitalisations boursières mondiales.

[8] Le Nigeria compte plus de 180 millions d'habitants ; il est considéré comme le plus « riche » des pays africains, hors l'Afrique du Sud, et présentait un PIB à peine supérieur à 1 000 milliards de dollars (en PPA) en 2016.

[9] Au sortir de la Deuxième Guerre, il était de quelque 122 %.

[10] Annoncées, le 2 mai 2017 par la compagnie, à 256,8 milliards de dollars au 30 mars 2017. Elle devrait consacrer dans les deux années qui viennent, 300 milliards au rachat d'actions Apple qui, mécaniquement, fera augmenter leurs cours.

[11] 260 milliards de dollars, environ en mai 2017, selon Bloomberg.

[12] En 2008, sous le Gouvernement Fillon, Gaz de France fusionne – il s'agit en fait, d'une privatisation de Gaz de France dont la capital avait été « ouvert » par le Gouvernement de Villepin – avec Suez dans lequel l'État doit détenir une minorité de blocage.

[13] En 2012, le FMI, chiffrait à 5 500 milliards de dollars les sommes passant par les paradis fiscaux. Aujourd'hui *Tax Justice Network*, donne le montant de quelque 28 000 milliards de dollars.

[14] Il mentionnait, notamment, que 31 % des ménages britanniques dans lequel un adulte travaille à temps plein se situent sous le seuil de pauvreté.

[15] Mark Lilla, *The Reckless Mind Intellectuals in Politics, édition révisée,* NewYork, NY Review Books, 2016.

[16] Mark Lilla, *The Shipwrecked Mind,* NewYork, NY Review Books, 2016.

[17] Anglicisme notamment utilisé par Christophe Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Paris, Flammarion, 2016.

[18] Cette limite a été définie en 2009 comme devant ne pas être dépassée. Depuis, de nombreuses études ont montré qu'il conviendrait plutôt de retenir 1,5° C.

[19] Le 24 janvier 2017, la Professeure Jocelyne Just, chef de service en pédiatre à l'hôpital Trousseau de Paris était l'invitée de la matinale de France-inter ; elle déclarait, entre autres, « l'allergie devient une maladie sévère », elle précisait que les particules fines – dues en grande partie aux émissions des véhicules à moteur – avaient une responsabilité directe dans ces graves pathologies. Quelques minutes plus tard on avait droit, dans le journal, à l'enregistrement de réactions d'automobilistes à propos des restrictions de circulation. Les journalistes sont-ils obligés de nous infliger, à ce point, les propos les plus graveleux et les plus stupides ?

[20] On n'ose à peine signaler qu'il s'agit là d'un montant supérieur de quelque 500 fois celui dont dispose le Programme alimentaire mondial.

[21] En 2016, la capitalisation boursière d'Exxon (total du prix de toutes les actions évaluées au cours de bourse à une date déterminée) s'établissait à 324 milliards de dollars. Ils ne sont plus grand-chose, il est vrai, comparés aux 800 milliards dépassés par l'entreprise Apple en mai 2017 à New York.

[22] Matthieu Auzanneau, *Or noir, la grande histoire du pétrole,* Paris, La Découverte, 2016.

[23] Lire L'agroécologie.

[24] On se souvient, sur une autre question, de ce Working Paper, signé par deux économistes de renom du FMI, annonçant que l'institution s'était trompée en sous-évaluant l'effet multiplicateur des coupes budgétaires.sur les économies.

[25] Lire « Le temps du secret bancaire est révolu »

[26] Lire Le réchauffement climatique ? C'est pas nous !